

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18185 - 71ÈME ANNÉE

Les acteurs économiques reçoivent le double du RSA tous les ans, aujourd'hui ils tremblent et lancent un appel désespéré à François Hollande

Menace sur l'aide sociale des patrons

566,5 millions d'euros pour 77.755 bénéficiaires, c'est la somme dépensée en 2014 par le Conseil départemental pour le RSA et le RSO. Le conflit entre les organisations patronales et la Commission européenne a permis de révéler que les patrons touchent au bas mot 1 milliard d'euros de fonds publics en subvention ou exonération. Tout comme le RSA, cette somme n'est pas le résultat de l'économie réelle. Autrement dit, les acteurs économiques qui protestent auprès de Paris demandent le maintien d'une assistance qu'ils jugent indispensable. Si les diviseurs n'avaient pas fait perdre l'Alliance en 2010, ces acteurs économiques ne seraient pas obligés de tendre la main 5 ans plus tard, car ils auraient pu être des moteurs d'un projet de développement qui était sur les rails.



Les entreprises dépendent fortement des aides sociales accordées par la France et contestée par la Commission européenne.

À La Réunion, les abandonnés du système sont souvent stigmatisés par des privilégiés. Ils sont qualifiés d'assistés. Ce terme est lourd de sous-entendu. Il culpabilise les victimes des graves décisions qui ont été commises depuis plus de 70 ans à La Réunion.

C'est par exemple le choix par le gouvernement parisien d'imposer l'inégalité des revenus à La Réunion entre d'une part les agents titulaires des services publics, et d'autre part les salariés du privé. C'est aussi sous la responsabilité des dirigeants de la France qu'a été menée une politique qui a tourné le dos au développement de La Réunion. Le choix d'intégrer l'économie réunionnaise à celle d'un des pays les plus riches du monde a fait disparaître une grande partie de l'industrie, incapable de s'aligner sur les coûts de production des marchandises importées d'Europe. La décision de supprimer le chemin de fer a signifié le chômage pour plus de 1.700 travailleurs et l'importation massive de carburants et de véhicules produits bien loin de notre île. L'adhésion de la France à la Communauté européenne a eu également de lourdes conséquences sur l'agriculture. Le nombre de livreurs de canne est passé de 25.000 à moins de 4.000, celui des usines sucrières d'une dizaine à deux. Les milliers de planteurs de géranium ont été ruinés, ainsi que les producteurs de vétiver, de vanille et de tabac. D'une économie de plein emploi, La Réunion a basculé dans la pénurie d'emplois.

L'assistance au cœur de l'économie

Au lieu de laisser les Réunionnais tenter d'apporter des solutions à la crise, la France a choisi d'organiser

l'émigration de masse de la jeunesse réunionnaise pour d'une part répondre à ses besoins de main d'œuvre, et d'autre part pour retirer à La Réunion ses forces vives suspectées d'être la base d'un large mouvement de rassemblement progressiste.

Les conséquences de cette politique ont commencé à se faire sentir en termes d'emploi dès les années 1970, avec près de 25 % de taux de chômage en 1975 selon une étude du Conseil général de l'époque. Faute de mise en œuvre d'une politique adaptée à la démographie et aux besoins de La Réunion, le chômage a continué à se maintenir à un niveau très élevé. Les plus grandes victimes sont les travailleurs rejetés vers le revenu minimum, un droit obtenu par l'égalité sociale gagnée grâce aux communistes.

L'indemnité la plus répandue à ce titre est le RSA, ou RSO quand il est versé à ceux qui s'engagent à renoncer à chercher un emploi. La dernière séance plénière du Conseil départemental, le 29 juillet dernier, a permis d'avoir les données les plus récentes à ce sujet. En 2014, la collectivité a versé 566,5 millions d'euros à 77.755 personnes. Mais ces dernières endurent malheureusement trop souvent le regard culpabilisant d'une partie de la société, qui qualifie les abandonnés non pas de victimes, mais d'assistés.

Or, le mouvement de protestation des organisations patronales vent debout contre un projet de la Commission européenne est très instructif à ce sujet. Il permet d'apprendre que les chefs d'entreprise réunionnais touchent au bas mot un milliard d'euros de transferts publics. Une publicité parue hier dans la presse rappelle que l'assistance versée aux entreprises sont des exonérations fiscales et des aides économiques. Ces mesures ne sont

pas le résultat d'une redistribution des richesses au sein de l'économie réunionnaise. Ce sont des aides sociales qui viennent d'un pays éloigné de 10.000 kilomètres.

Le message des patrons est clair. Sans l'argent de ces transferts publics, c'est la ruine, et ils demandent au président de la République, le plus haut sommet de l'État, d'intervenir. Ils veulent que la France se dresse contre la Commission européenne pour défendre le milliard des entreprises réunionnaises. Autrement dit, sans l'assistance, elles sont « menacées de disparition ».

La responsabilité des diviseurs de 2010

Cette situation est la conséquence logique d'un changement politique survenu en 2010. L'ancienne majorité régionale de l'Alliance avait mis en œuvre les briques des fondations d'un plan de développement. Les premiers résultats avaient donné une augmentation du nombre de salariés dans la construction pour répondre aux besoins des grands chantiers et de la politique régionale d'investissements. Le BTP était devenu le moteur de la croissance et de nouveaux projets étaient sur les rails pour continuer cette dynamique.

Mais lors du scrutin de 2010, des diviseurs ont agi pour faire perdre l'Alliance. Le résultat a été d'offrir la présidence à Didier Robert. Le plan de développement a été brutalement stoppé. Il a ruiné le secteur du BTP qui a vu 10.000 de ses travailleurs rejetés vers le chômage. Le coup d'arrêt s'est répercuté dans toute l'économie, ce qui l'a rendue encore plus dépendante des transferts publics. Il suffit aujourd'hui d'une proposition de la Commission européenne pour que les organisations patronales n'hésitent pas à parler de tsunami économique.

Si les diviseurs n'avaient pas atteint leur but en 2010, alors sans doute les patrons ne seraient pas obligés aujourd'hui de tendre la main pour espérer une nouvelle aide de Paris. Ces chefs d'entreprise savent désormais qu'ils peuvent compter sur l'extraordinaire discrétion du président de la Région sur un sujet aussi essentiel.

M.M.



Edito

Le monde change vite, ne soyons pas en retard

Les chefs d'Etats des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se rencontreront le 9 juillet à Oufa, capitale de la petite République de Bachkirie, membre de la Fédération de Russie. La ville accueillera également le sommet de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) et la rencontre de l'Union Economique Eurasiatique (UEEA). Il faudra bien se familiariser avec ces sigles et ne pas compter sur les agences de presse occidentales pour informer sur les enjeux de ces rencontres.

Par exemple, l'OCS a été fondée en 1996, mais c'est depuis 2001 qu'elle s'est donnée d'autres missions. À ce jour, ses membres permanents et observateurs représentent 40 % de la population mondiale ; elle vise à devenir la plus grande organisation d'intégration régionale. Concernant la banque de développement des BRICS, décidée au Brésil l'année dernière, elle est déjà opérationnelle ; elle est dotée d'un capital de 50 milliards de dollars et une réserve de change de 100 milliards d'euros ; installée à Shanghai, elle est présidée durant les 5 premières années par l'Inde. Les fondateurs souhaitent s'émanciper de la tutelle du FMI et la Banque Mondiale qui sont 2 institutions dominées par les Etats-Unis depuis 60 ans. Enfin, l'UEEA est une zone de libre échange de 178 millions d'habitants qui a été installée officiellement le 1er janvier 2015. Si elle a été fondée par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, elle intéresse maintenant une quarantaine de pays ou regroupements régionaux.

Ces constructions qui poussent à grande vitesse inquiètent les puissances occidentales. Leur monde unipolaire est remis en cause ; à la place, on voit poindre le triangle Russie, Chine, Inde et son potentiel de croissance. Les Occidentaux tentent de contrer ce mouvement qui leur échappe, en s'attaquant à la Russie, accusée de tous les maux. Peine perdue, car la semaine pro-

chaine, Poutine va accueillir ses hôtes et présider les séances prévues. La prolongation des sanctions économiques et diplomatiques occidentales à l'encontre de la Russie n'aura servi qu'à exprimer le désespoir de ses auteurs et conforter la méfiance des pays émergents à leur égard.

Voici une autre illustration du tourbillon qui emporte le vieux monde. Quand la Chine a lancé, en octobre dernier (en présence de Obama) l'idée de créer la Banque d'Investissement pour les Infrastructures en Asie (BIIA), 4 mois après, en mars, tout était ficelé ; la semaine dernière, le 29 juin, 57 pays ont signé à Beijing les documents d'entrée au capital de 100 milliards, avec le statut privilégié de membres fondateurs. Parmi eux, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Italie, c'est à dire 4 pays du G7 qui ont fini par braver les réticences des Etats-Unis. Une telle puissance de frappe est nécessaire pour réaliser "la connectivité" des pays le long de "la route de la soie terrestre" et de "la ceinture maritime", 2 méga-projets marqueurs de la mandature présidentielle de Xi Jinping, débutée en 2012 seulement.

Dans ce monde en transition rapide, saluons le premier sommet des jeunes leaders Euro-BRICS qui ont préparé un rapport à remettre au Sommet des Chefs d'Etat du 9 juillet. Une centaine de jeunes ont posé les bases de la coexistence pacifique d'un monde multipolaire en construction. Ils entendent œuvrer au rapprochement de l'Europe et des BRICS quand d'autres fomentent toutes sortes de stratagèmes pensant freiner le changement. Cela fait penser à tous ces misérables politiciens qui rêvent au statu quo Réunionnais. Vont-ils enfin se débarrasser des œillères qui les empêchent de voir le monde environnant ? Et avec eux, les médias affidés. Le monde change tellement vite, ne soyons pas en retard.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le pire cauchemar des dominants : le pouvoir dans les mains du peuple

Le peuple grec décide demain

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a rappelé vendredi à propos du référendum de dimanche, que l'avenir de la Grèce dans la zone euro n'était pas lié au vote et que les négociations avec les créanciers internationaux de la Grèce se poursuivraient après la consultation.



Manifestation de soutien au gouvernement grec.

Hier vendredi, dans une allocution télévisée au dernier jour de la campagne référendaire, Alexis Tsipras a de nouveau appelé les Grecs à voter "non". Le premier ministre grec estime qu'un rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la dette de la Grèce publié jeudi, qui estime que la dette grecque ne pourra être remboursée sans annulation massive, justifie le rejet par son gouvernement des propositions des créanciers du pays.

Le "non" ne signifie pas rupture avec l'Europe mais retour à l'Europe des principes où le choix démocratique est au cœur des traditions, mais, malheureusement, dans le cas de la Grèce, d'autres poids et d'autres mesures sont appliqués, affirme le premier ministre grec.

Ce n'est pas entre le maintien de la Grèce dans l'euro et la sortie de la monnaie unique que les Grecs seront appelés à choisir dimanche, l'appartenance de la Grèce à la zone euro n'étant contestée par personne, a-t-il déclaré.

« Certains s'évertuent à lier le résultat de la consultation de dimanche au maintien de la Grèce dans la zone euro. Ils prétendent même que j'ai le projet secret, si le "non" l'emporte, de sortir le pays de l'Union européenne. Mais ils mentent de façon éhontée », s'est indigné M. Tsipras.

Et d'ajouter qu'il s'agirait de choisir entre l'acceptation de l'accord pro-

posé par les créanciers et la revendication d'une solution viable.

« Le Fonds monétaire international (FMI) a publié un rapport sur l'économie de la Grèce, qui justifie, somme toute, les positions du gouvernement grec car il confirme l'évidence — la dette grecque n'est pas viable », a résumé le chef du gouvernement.

Selon M. Tsipras, les propositions des Institutions européennes soumettent les Grecs au chantage et les appellent à voter "oui" à toutes les mesures demandées par les créanciers — des mesures qui ne sont accompagnées d'aucune perspective de sortie de crise.

« Mais le peuple grec doit savoir que le gouvernement a la ferme intention de parvenir à un accord durable, ouvert sur l'avenir », a-t-il martelé.

D'après le premier ministre, voter "non", c'est faire pression en faveur d'un accord économiquement viable qui apportera une solution à la dette au lieu de la faire exploser, d'un accord qui ne sapera pas indéfiniment les efforts que le gouvernement déploie afin de redresser la société et l'économie grecques.

Bref, Alexis Tsipras souhaite obtenir « une décote de 30 % » de cette dette » ainsi qu'« une période de grâce de 20 ans ».

Odieux chantage d'opposants au gouvernement

Devant cette détermination du gouvernement grec, tous les coups semblent permis pour installer la peur, manipuler le scrutin et dissuader les Grecs de voter « non ». Les termes du chantage exercé par de grandes entreprises pour se rappeler au bon souvenir de leurs salariés dans l'isolement en témoignent: « Pas de "oui", pas de salaire lundi. » Les patrons en campagne, prenant prétexte des restrictions bancaires imposées par la BCE, ont tout simplement suspendu le versement des salaires, dans l'attente du verdict des urnes. Les syndicats et l'inspection du travail ont enregistré, ces dernières heures, des centaines de plaintes portant sur des menaces de licenciement en lien avec le référendum, méthode d'une violence inouïe pour des salariés hantés par la crainte du chômage et déjà terriblement fragilisés par la crise. Radio Kokkino, une antenne de gauche, rapporte même le cas d'une entreprise pharmaceutique dont la direction a contraint les salariés à constituer un cortège pour rejoindre, mercredi soir, la manifestation des partisans du « oui », place Syntagma. « Ils sont prêts à tout pour faire triompher le plan des banques et de Merkel, s'indigne le directeur de Kokkino, Kostas Arvanitis. Les institutions ne veulent pas d'un accord, elles veulent avant tout faire tomber le gouvernement Tsipras. Ils n'ont pas peur de Marine Le Pen, mais ils ont peur de la Grèce démocratique ! » Hier, en dépit de toutes ces pressions, les sondages donnaient au « non » une large avance.

Source : Humanité

Yacouba Sawadogo, in moun la kal lo dézèr pou anpèsh avansé

Boug-la lé romarkab pou sak li la fé, é pou sak li fé ankor koméla. Li lé né dann in péi, astèr i apèl Burkina Faso – dann tan té i di La Haute Volta – in péi pov avèk in klima près dézèrtik, vi ké li lé dann lo Sahel. Le cheik té i diriz son lékol koranik l'avé di ali, li té i sava fé bokou d'shoz dann son vi. Li té i kroi pa sa, mé li la vi dann la suit son vi ké mèm si ou lé pov, si ou lé pa tro instruiyé, si ou i koné près pa lir, mé si ou nana la volonté, ou i pé fèr dé shoz inportan.

Yacouba la fé in koup de tan dann Mali

Kan li la gingn son konésans, sèt an konmsa – son famiy la anvoy ali dann péi Mali pou li alé lékol koranik. La vi lété dir : té i falé dor atèr, manzé l'avé poin asé. Avèk son bann kamarad li té i sar dann lo vilaz pou domann la sharité. Pou anshévé, bann pli gran té i pran plis pou zot, é bann ti té i doi kontant avèk lo réstan... Kan son tan la médèrsa té i fini, lo Cheik té i diriz lo lékol la fé vnir ali dann biro épi la di ali, k'in zour li va fé bann shoz inportan pou demoun son péi. Li té in déza in gran marmay, konm k'i diré in l'adolésan, kan li la rotourn dann son vilaz, Son famiy té kontan oir ali, mé in pé dési pars li l'avé pa aprann gran-shoz dann péi Mali.

Li rouv in boutik an vil

Dann son vilaz demoun té pov mèm é d'après li la sèshrès té ankor in pé pli forké avan. Lo dézèr téi marsh dsi zot, épi in bonpé d'moun té i sava an vil sansa dann d'ot réjyonin pé moin sèk. Pou son par Yacouba Sawadogo la parti install ali an vil épi li la rouv in boutik. Té i marsh bien d'après sak li di : tou lé sis moi, li té i ashète in vélomotèr nèv. Solman in zour li la tak son port épi li la désid rotourn dann son vilaz : son déstin té pa an vil épi li vé pa z'ète komèrsan tout son vi. Lé z'ot komèrsan la pans son tête la bloké. Té pa dèrnyèr foi demoun téi pran ali pou in moun piké, pars an plis li té i di li rant dann son vilaz pou mète son tèr an valèr é pou fé rovèrdir son réjyon. Ou i parl si dmoun téi regard ali zyé ron.

Li aplik in métod bann z'ansien té i koné bien : Le Zaï..

Kan li ariv dann son vilaz, li oi lo tèr son famiy lé anbandoné, lo rannman miyé lé fèb mèm é la pa avèk sa i pé grandi in famiy. Li la pa pèrd kouraj é li la gard konm objéktif, sov son vilaz. Li la mète a kalkilé, koz avèk lo bann z'ansien kalkilé, kalkilé ankor ziska ké li trouv son mo mazik, isort dann fon son tèt : lo Zaï. Kosa i lé sa ? Sa in métod travay bann kiltivatèr lontan. Dann lo sézon sèk i fouy pti trou (pti fos si zot i vé !) dan la tèr. Kan la sézon dé plui i ariv, dolo té i rant dan la tèr par lo bann trou é l'èrla i plant miyé. An mèm tan lo lo d'plui i ranpli bann nap sou la tèr épi i nourri osi bann pui. Sé dann bann pui ke demoun i sava trap de lo pou z'ot nésésité. I fo dir la sèshrès i plézant pa. Inn ané, la pa tonb in gout de plui dann lo vilaz : na arienk lo bann tèr Yacouba la rès vèr épi la gingn miyé an konsékans. An pliské sa, so miyé té i rann vèy pa koman : plis kat foi sèt lé z'ot

Bann shèf lo vilaz lé pa dakor avèk li

Zot i pans tout demoun nora fé konm li ? Non pars la zalouzi la instalé. Bann shèf té pa kontan avèk li : té i roprosh ali pars li té aplik lo zaï a kontrotan, li té i fouy bann fos pli gran pou ramas lo laplui, Té i roprosh ali pars li té i mète fimyé avèk konpos dann bann fos pou fé rès la tèr mouyé. In n'ot roprosh : li plant pyé d'boi é bann péizan té défandi fé sa, pars lo pyé d'boi té pa zot lo propriyètèr... Yacouba la plant in foré pars li pans sa lété bon pou lo klima é pou la plantasyon : gras bann rasine dolo té i rant dan la tèr pou ranpli bann pui épi lo bann nap fréatik. Arzout ankor èk sa, li la parti trap bann termite, li l'amenn dann son tèr pou fé zoué azot lo rol vèr d'tèr : fouy bann ti kanal pou bien fé rant delo dan la tèr épi anrishi la tèr... Demoun i koz pi avèk li mé li pèrd pa kouraj : li sava dann d'ot vilaz pou ésprik son métod é li pran bann pé-izan lé z'ot vilaz an éstaz pou aprann koman li fé. Kan in nou-

vo gouvèrnèr l'arivé, li la parti oir pou ésprik son fasonn fèr. Ala pa ké demoun malfondé i mète do fé dann son bitasyon é dann son foré...

Yacouba i pèrd pa kouraj

La pa pou fé rokil ali in n'afèr konmsa. Li grandi ankor son foré épi son bann shan. Li kontinyé ède demoun lé z'ot vilaz. Li roganiz bann séans formasyon é kan inn i mank la somans sé li k'i done. Désèrtin vilaz nana in gran mèrsi pou di ali pars z'ot moun la pa parti an vil ni dann d'ot réjyon in pé pli imid. Bann z'étranjé osi i sort l'érop épi l'amérik pou oir kosa li fé é zot i di, zot mèm, malgré lo gran zétid zot la fé, zot la pa nyabou trouv in métod méyèr ké sa. Mèm in zour la fé vnir ali dann l'amérik pou li ésprik sak li té i fé.

Zordi Yakouba lé rokoni pou son kapasité, par dmoun son péi, épi par dmoun déor. Dann bann vilaz i aplik son métod, la natir la rovèrdi, la fé pous bann foré mèm si bann péizan na poin lo droi ète propriyètèr bann pyé d'boi. Lo tan la fine pasé kan demoun téi gaskone ali, kan té i di par ébzant : « In moun i fouye lo trou, sé konm in moun i mète la kord ». Demoun l'avé bien ri kan in l'ansien la di sa. Mé kozman konmsa lé dèryèr li. Solman la lite la pankor fini : na in bann promotèr i vé pran la tèr lo vilaz pou fé z'imèb. Yacouba lé paré pou so nouvo konba. Li na dann son mémoir sak lo CHEIK l'avé di ali étan jenn : « Ou va fé dé shoz inportan pou out pèp ! ». In parol konmsa i donn kouraz.

Georges Gauvin

Oté

Kozé sé kozé ! In mo sa na son sans !

Mi antan parfoi in pé i di in lang sa lé angajé, in lang sa lé nèt. In moub i pé ète angajé : in zournalis i pé z'ète konm sa ! In l'ékrivin pa i pé z'ète konmsa osi ! In mon normal i pé ète angajé. Li nana in koz a défann é li donn tout sak li pé dann la défans son koz a défann. Sa lé fasil pou konprann.

Solman dann in kozman in mo i pé signal kisa ou I lé kèl sé out l'opinyon, kèl konba i amen ou sansa ou I vé améné, kèl l'opinyon sé la vote. Nana kék z'ané an aryèr La rényon té divizé dann dé kan, inn té kont l'ot, é l'ot té kon inn. Si tèlman noré di li lé divizé an dé. Zot i rapèl l'avé lo kan l'otonomi épi lo kan départmantalis. Sa lété klèr, lété nèt, é konm i di lo dé poinnvizé lété pa bon pou konsilyé.

Lo tan la pasé, é zordi le l'opozisyon la fine près pasé. Solman dann kozmann moun sé ankor in n'afèr k'i rès. In légzanp : i intéroz bann fitir mis, é ala ké zot i di zot i pans zot sar lo méyèr l'avoka pou « mon île ». Zot la antandi : mon il, zamé mon péi. A tou lé kou sak i di « mon péi » li pans pa konm sak i di « mon il ». A tou lé kou sak i di « mon il », li pans pa konm sak i di « mon péi »

Mon péi, sa lé patriotik pa l'ot ! Mon « il » sa lé zéografik épi touristik, pa l'ot. Konm di lo kont : Kozé sé kozé, mé in mo sé in mo é sa nana son sans.

Justin

« Rant an bèf, sort an biftèk ! » – In kozman pou la rout

Sans prop la pa difisil a konprann : lo bèf i rant dann ta, épizapré i débite ali an vyann. Sans figiré : rant an bèf sé fons la tête bésé ; sort an biftèk sé ansort aou an mové z'éta. I pé dir, ou i angaj aou dann in n'afèr san kalkil in bon plan, pou avansé konm pou rokilé, épi ou i pèrd par l'fète ou la pa bien réfléshi, konm i ariv dé foi. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! fé bouy z'ot matyèr gris ! apré zot va oir, si rant-rant ni tonm pa tazantan dakor rantre nou.